

REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE

VOLUME 40

NUMÉRO 3

JUIN 1990

LADAN BOROUMAND
LA NATION CONTRE LE PEUPLE
LE DÉBAT SUR LA VÉRIFICATION COMMUNE
DES MANDATS AUX ÉTATS GÉNÉRAUX

HERBERT KITSCHOLT
LA GAUCHE LIBERTAIRE
ET LES ÉCOLOGISTES FRANÇAIS

ALFREDO JOIGNANT R.
LA PRODUCTION D'UN CANDIDAT
NOTES SUR LA CAMPAGNE
POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
CHILI DÉCEMBRE 1989

BÉATRICE BONFILS
CONNAISSANCE SCIENTIFIQUE
ET CONNAISSANCE PROFANE
DE LA GÉNÉRATIVITÉ PARADIGMATIQUE
DE L'OPINION

La socialisation politique. Stratégies d'analyse, enjeux théoriques et nouveaux agendas de recherche

Alfredo Joignant

Revue française de science politique, Année 1997, Volume 47, Numéro 5
p. 535 - 559

[Voir l'article en ligne](#)

Les approches quantitatives des phénomènes de socialisation politique nourrissent pendant longtemps la recherche en ce domaine, sans donner lieu toutefois à une réflexion sur leur pertinence sociologique. Dans ce travail sont analysées d'une part les approches behavioristes dominantes aux États-Unis de processus de transmission de valeurs et de croyances politiques entre parents et enfants, et d'autre part les stratégies de recherche qui traitent des effets du « contexte », de l'immersion de l'individu dans des « réseaux » sociaux ou de conjonctures historiques particulières sur le changement d'attitudes. Au ternie d'une analyse qui privilégie l'aspect sociologique de ces recherches, l'auteur aborde les critiques opposées par un certain nombre de chercheurs à ces approches encore dominantes, ainsi que les agendas de recherche proposés par eux sous l'influence de certains courants de la psychologie sociale américaine.

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

LA SOCIALISATION POLITIQUE STRATÉGIES D'ANALYSE, ENJEUX THÉORIQUES ET NOUVEAUX AGENDAS DE RECHERCHE

ALFREDO JOIGNANT

Lorsque l'on pense à la socialisation politique en tant que champ de recherche, il est à peu près inévitable de songer à des protocoles d'enquête mettant aux prises des populations d'enfants ou d'adolescents plus ou moins nombreuses avec des méthodologies d'ordre quantitatif. C'est sans doute cette primauté de la mesure qui explique l'aura de légitimité qui a longtemps entouré un champ de la recherche devenu de plus en plus spécialisé.

Pourtant, malgré l'impeccabilité méthodologique de ces protocoles d'enquête, dont témoignent encore aujourd'hui la plupart des travaux relatifs à la socialisation politique, certains auteurs ont, au cours de ces dernières années, mis sérieusement en doute l'orientation dominante de la recherche. Ce qui apparaît comme une véritable brèche entre l'usage modeste de la théorie et l'indéniable rigueur méthodologique se trouve être au principe de ce que M. Stephen Weatherford appelle, se référant aux études empiriques sur la légitimité, une « recherche conduite par la mesure » (*measurement-driven research*), la réitération des « mesures conventionnelles » ayant pour effet de les institutionnaliser en dehors de toute réflexion sur leur pertinence¹. C'est cette absence de réflexion théorique, aussi bien en amont de la recherche qu'à propos du contrôle des concepts et des effets d'intellection procurés par les techniques de mesure les accompagnant, qui explique cette sorte de malaise qui tend à envahir ce champ d'étude.

Ainsi, on se trouve loin de l'esprit conquérant et des bouffées d'optimisme qui ont longtemps caractérisé la recherche sur la socialisation politique. Les critiques parfois acerbes opposées aux orientations traditionnelles de la recherche et, pour tout dire, à leur inspiration behavioriste, ont récemment donné lieu à des propositions d'agendas de recherche plus ou moins ambitieuses. Or, ces nouveaux agendas, loin de trouver leur origine dans des malaises individuels et isolés, s'inscrivent dans un état du champ parsemé d'énigmes non résolues, de débats dont les enjeux dépassent de loin les questions qui les ont suscités, et bénéficient des acquis de la recherche

1. M.S. Weatherford, « Measuring Political Legitimacy », *American Political Science Review*, 86 (1), mars 1992, p. 151. Cette critique *raisonnée* (et non de principe) au travail de mesure, se retrouve même chez des auteurs reconnus par leurs approches quantitatives du comportement électoral : « Les effets de l'agrégation sont, par comparaison [aux approches qui prennent en compte les votants comme des individus], asociaux et aculturels » (P.E. Converse, « Popular Representation and the Distribution of Information », dans J.H. Kuklinski, J.A. Ferejohn (eds), *Information and Democratic Processes*, Urbana, Chicago, University of Illinois Press, 1990, p. 383).

dans d'autres disciplines, notamment de certains courants de la psychologie sociale américaine (cognition sociale, théorie du schème...).

LA FAMILLE ET LA POLITIQUE LES QUERELLES D'UN «HÉRITAGE»

Parmi les lieux communs présents dans les sciences sociales, le rôle de la famille est, en sociologie et en science politique, sans doute l'un des mieux établis. Crédité d'un pouvoir en même temps que d'un droit « naturels » consistant à façonner et à préparer les enfants pour la vie en société, c'est d'une manière tout à fait spontanée que l'on songe à la famille comme une « agence » efficace de socialisation, dont les effets sont censés se manifester tout au long du cycle de vie. Il suffit de songer à la foule d'informations et de croyances qui sont tacitement véhiculées par le langage usuel décrivant la famille, en vertu d'un véritable « inconscient sémantique » qui porte à la définir comme « un ensemble homogène doté de cohésion largement dû à la similitude des agents qui le composent »¹, pour ne pas mettre en cause l'efficacité d'un groupe social apparemment fondée en mesure.

Dans la recherche sur la socialisation politique, cette conception du rôle de la famille s'est longtemps présentée comme non sujette à discussion, tant étaient convaincantes les données d'enquête sur l'efficacité des processus de transmission de valeurs et de croyances politiques entre parents et enfants. Pourtant, c'est à partir de ces mêmes techniques de *sample survey* et au moyen d'analyses de cohorte, par ailleurs de plus en plus souvent relayées par des études par panel, que vont se faire jour aux États-Unis dans les années soixante les premiers doutes sur la portée des effets de la socialisation politique familiale. A cet égard, il faut souligner l'importance des recherches sur l'*identification partisane*, pour ne citer qu'un exemple, dont l'influence a largement décliné : désormais, bien qu'elle soit encore la plus stable des attitudes politiques, l'identification partisane est beaucoup plus faible que par le passé², ce qui suggère un « rendement » bien moins efficace de la famille dans ce domaine.

Cette remise en question de la conception traditionnelle de l'identification partisane s'est trouvée à l'origine de ce que plusieurs auteurs ont appelé une conception « révisionniste », au sens où l'apprentissage précoce

1. R. Lenoir, « Politique familiale et construction sociale de la famille », *Revue française de science politique*, 41 (6), décembre 1991, p. 782, souligné par nous.

2. Un bilan complet, jusqu'en 1983, des études électorales aux États-Unis qui met l'accent sur le déclin de l'identification partisane, se trouve dans P.R. Abramson, *Las actitudes políticas en Norteamérica*, Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, 1987 ; trad. esp. de *Political Attitudes in America. Formation and Change*, New York, Oxford, W.H. Freeman and Co., 1983. Pour une étude qui s'interroge sur le déclin de l'identification partisane malgré la croissance « inversement proportionnelle » des « habitudes politiques » des citoyens, cf. R.J. Dalton, « Cognitive Mobilization and Partisan Dealignment in Advanced Industrial Democracies », *Journal of Politics*, 46 (1), février 1984, p. 264-284.

des loyautés partisanses et, d'une manière plus générale, des systèmes de croyances et de valeurs politiques, serait beaucoup moins durable qu'on ne le croyait auparavant. Ce faisant, on l'aura compris, l'enjeu du débat tend à déborder la question de l'identification partisane, puisque c'est bien la portée de ce qui est appris et acquis au sein de la famille qui devient problématique. Qui plus est, bien des recherches montrent que l'identification partisane est loin de constituer une attitude qui ferait fonction de « boussole » pour les individus, notamment en matière électorale.

Cherchant à établir un « test sévère » des deux conceptions en concurrence, Charles H. Franklin montre que le fait que les enfants ne se trouvent pas « gelés dans le moule partisan de leurs parents », n'appuie pas forcément la vision révisionniste¹. Le modèle préconisé par l'auteur afin de départager les deux conceptions, ne peut toutefois manquer de reconnaître une certaine influence aux parents sur leurs enfants, ce qui l'amène à concevoir l'identification partisane dans ses rapports avec d'autres attitudes politiques. Pour ce faire, Ch. H. Franklin élabore un modèle statistique fondé sur les données d'une célèbre étude par panel², au moyen duquel il montre que les jeunes adultes sont sensibles à l'« environnement politique » (mesuré par leurs préférences sur des enjeux) : or, et c'est là le plus important aux yeux de l'auteur, l'identification partisane joue un faible rôle dans la détermination de leurs positions sur les enjeux, ce qui paraît indiquer que les jeunes adultes « ajustent leur identification partisane » à des préférences sur des enjeux dont l'origine est à chercher ailleurs.

Face au déclin de l'identification partisane, plusieurs auteurs se sont intéressés à sa « portée », ce qui les a conduits à établir des comparaisons systématiques entre des cohortes de parents et leurs enfants³. De ce point de vue, les études par panel permettent de comparer des attitudes dans divers points du temps, et d'établir des lignes d'évolution susceptibles de singulariser chaque cohorte sous un certain rapport, en l'occurrence l'identification partisane. Or, à cet égard, toutes les études par panel révèlent des changements importants, sans qu'il y ait un accord entre les auteurs sur l'interprétation du « phénomène ». C'est ainsi qu'une de ces études montre un électorat (américain) « émergent » incarné par la plus jeune cohorte (dont « le sens de la loyauté partisane » est fortement et durablement moins profond), ce qui tend à suggérer l'apparition d'une génération inédite d'élec-

1. Ch. H. Franklin, « Issue Preferences, Socialization, and the Evolution of Party Identification », *American Journal of Political Science*, 28 (3), août 1984, p. 459-478.

2. Il s'agit de l'étude menée par M. Kent Jennings et Richard G. Niemi, et dont les principaux résultats furent publiés en 1974 et en 1981 : M.K. Jennings, R.G. Niemi, *The Political Character of Adolescence*, Princeton, Princeton University Press, 1974 ; *Generations and Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1981.

3. Grâce aux travaux d'Annick Percheron sur la France, on connaît la difficulté d'analyser la transmission des préférences idéologiques entre des parents et leurs enfants, d'abord par le caractère inégalement maîtrisé d'un instrument tel que l'autopositionnement sur un axe droite/gauche, et ensuite parce que le système des préférences idéologiques ne semble pas achevé à 18 ans. En tout cas, à partir des données de sondage de 1975, Annick Percheron montre que, dans ce domaine, c'est bien la reproduction qui l'emporte, bien qu'avec une efficacité variable selon les « types de famille » (A. Percheron, « Le domestique et le politique », *Revue française de science politique*, 35 (5), octobre 1985, p. 840-891).

teurs qui doit peu de choses à son aînée¹. Une autre étude établit moins l'apparition de nouveaux électeurs que la «défection» progressive des plus jeunes d'entre eux sous le rapport de l'identification partisane héritée, leurs positions partisans se trouvant de plus en plus influencées par leurs choix individuels sur les enjeux (et non l'inverse) à mesure qu'ils avancent dans l'âge adulte².

Indépendamment des présupposés sous-jacents à l'idée d'un électorat émergent, ou d'électeurs qui font progressivement défection de leur identification partisane, c'est bien la conception traditionnelle de la famille («néo-freudienne» selon certains auteurs)³ qui se trouve fortement remise en cause, c'est-à-dire l'idée selon laquelle l'apprentissage précoce façonnerait l'apprentissage tardif. Tout porte à croire en effet que si la famille d'origine joue un rôle majeur dans la détermination de «la direction politique initiale» des enfants⁴, ce n'est manifestement plus le cas lors de l'adolescence et *a fortiori* de l'âge adulte, la socialisation politique s'exerçant alors également et peut-être surtout dans d'autres lieux, «agences» et situations.

C'est sans doute R. Inglehart qui a tenté de tirer toutes les conséquences logiques de cette remise en cause de la conception traditionnelle de la famille, au point de gommer tacitement toute empreinte d'une socialisation familiale⁵. Son ambitieuse théorie sur le changement de valeurs intergénérationnel établit, en effet, une association positive entre l'année de naissance et l'orientation des diverses cohortes sous le rapport de leurs valeurs, ce qui lui permet de distinguer nettement les plus vieilles générations

1. M.K. Jennings, G.B. Markus, «Partisan Orientations over the Long Haul: Results from the Three-Wave Political Socialization Panel Study», *American Political Science Review*, 78 (4), décembre 1984, p. 1000-1018. On aura reconnu dans cette interprétation un écho aux travaux classiques de Ronald Inglehart, qu'on retrouvera plus loin, relatifs aux valeurs «post-matérialistes» qui seraient celles des cohortes les plus jeunes, et dont l'une des manifestations est, précisément, le déclin de leur identification partisane dans la plupart des pays occidentaux : R. Inglehart, *The Silent Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

2. R.G. Niemi, M.K. Jennings, «Issues and Inheritance in the Formation of Party Identification», *American Journal of Political Science*, 35 (4), novembre 1991, p. 970-988. S'il est vrai que toutes les études s'accordent à établir des corrélations statistiques entre des positions individuelles sur les enjeux et le vote, cela n'équivaut évidemment pas à une disparition totale de l'identification partisane : d'où la question délicate et complexe, rappelée par William Miller, de l'interaction entre positions sur les enjeux, identification partisane et vote (W. Miller, «Cuestiones, percepción de las cuestiones y voto en función de cuestiones», dans V. Bogdanor (ed.), *Enciclopedia de las instituciones políticas*, Madrid, Alianza Editorial, 1991, p. 186 ; trad. esp. de *The Blackwell Encyclopedia of Political Institutions*, 1987).

3. A. Somit, S.A. Peterson, «Political Socialization's Primacy Principle: A Biosocial Critique», *International Political Science Review*, 8 (3), juillet 1987, p. 206.

4. R.G. Niemi, M.K. Jennings, «Issues and Inheritance in the Formation of Party Identification», art. cité, p. 987.

5. Bien que l'approche de R. Inglehart se fonde explicitement sur deux hypothèses, qu'il appelle de «rareté» et de «socialisation» (celle-ci se traduisant, au niveau de l'individu, dans des valeurs qui reflètent les «conditions qui ont prévalu au cours de ses années pré-adultes», R. Inglehart, «Aggregate Stability and Individual-Level Flux in Mass Belief Systems: the Level of Analysis Paradox», *American Political Science Review*, 79 (1), mars 1985, p. 103), elles tendent à avoir une valeur purement nominale du fait du niveau d'agrégation des données utilisées par l'auteur. C'est ce caractère fortement agrégé des données d'enquête qui s'exprime sous la forme d'un véritable divorce entre les diverses cohortes du point de vue de leurs valeurs.

(«matérialistes») des plus jeunes («post matérialistes»). Or les changements d'attitudes qui découlent de l'orientation des valeurs des cohortes, se trouvent «corroborés» par l'impressionnante masse de données comparatives qui soutient la réflexion de R. Inglehart, et s'expliquent moins par des conflits entre générations que par des «effets de génération» ou des «effets de période», dont l'origine est, là encore, à chercher ailleurs¹.

C'est à l'exploration de cet «ailleurs» que Richard M. Merelman a consacré un intéressant article, où il analyse d'un point de vue à la fois théorique et historique les relations d'échange entre la famille et la «société politique» (*polity*) sous le rapport de la socialisation politique. Au terme d'une analyse serrée de ces «relations d'échange», R.M. Merelman conclut à l'existence, dans les sociétés industrielles, de rapports déséquilibrés qui se traduisent par un affaiblissement de la famille en tant qu'agence de socialisation au bénéfice de la *polity*, ce qui revient à nuancer le poids des apprentissages précoces². Malgré l'intérêt de cet article, la réflexion de R.M. Merelman se situe à un niveau beaucoup trop abstrait pour pouvoir rendre compte de la portée, désormais problématique, de ce qui est appris au sein de la famille, le terme de *polity* se révélant à cet égard totalement insuffisant. Dès lors, on ne peut être surpris de retrouver, cette fois-ci à propos de diverses attitudes politiques, une vaste réflexion sur les effets et la portée de l'apprentissage précoce dans des termes proches de ceux qui étaient employés pour analyser le déclin de l'identification partisane.

Les alternatives de cette réflexion et les enjeux qui en découlent sont clairement posés par Kenneth P. Langton³, à propos du sentiment de «confiance politique», dont la formation est aisément généralisable à l'ensemble des attitudes politiques. Selon K.P. Langton, trois hypothèses se trouvent à l'origine de la conception qui tend à majorer le poids de l'expérience, et donc à nuancer la portée de ce qui est appris au sein de la famille et, d'une manière plus générale, tout au long du cycle de vie (ce qui devient, chez cet auteur, un «modèle», qu'il appelle *Life-span change*): l'individu entre en rapport, tout au long de sa vie, avec *différents* contextes sociaux; les expériences qui découlent de ces rapports *transforment* la portée de ce qui est appris au cours des expériences plus précoces; il s'ensuit que seules des expériences similaires au sein de la famille, l'école et le travail se révèlent *cumulatives*. Face à ce modèle qui insiste sur le changement, s'érige une conception qui privilégie l'idée de persistance, en soulignant l'enchaînement

1. Outre le livre célèbre de R. Inglehart, *The Silent Revolution*, *op. cit.*, on pourra consulter P.R. Abramson, R. Inglehart, «Generational Replacement and Value Change in Six West European Societies», *American Journal of Political Science*, 30 (1), février 1986, p. 1-25, où les auteurs présument, afin d'expliquer la place beaucoup plus importante de post matérialistes parmi les jeunes adultes, des différences entre leurs expériences de «socialisation formative» et celles de leurs aînés. Pour une tentative de combiner le niveau micro et macro d'analyse afin d'établir «pourquoi les jeunes générations sont devenues plus post matérialistes que les plus vieilles», cf. N. Dirk de Graaf, G. Evans, «Why Are the Young More Postmaterialist? A Cross-National Analysis of Individual and Contextual Influences on Postmaterial Values», *Comparative Political Studies*, 28 (4), janvier 1996, p. 608-635.

2. R.M. Merelman, «The Family and Political Socialization: toward a Theory of Exchange», *Journal of Politics*, 42 (2), mai 1980, p. 461-500.

3. K.P. Langton, «Persistence and Change in Political Confidence over the Life-span: Embedding Life-cycle Socialization in Context», *British Journal of Political Science*, 14 (4), octobre 1984, p. 461-481.

causal des apprentissages préalables sur les expériences postérieures : ainsi, les effets de l'expérience familiale *persistent* tout au long de la vie, *structurant* l'influence de l'école ; à leur tour, les expériences scolaires *structurent* l'influence du travail, et ainsi de suite. Peu importe ici que K.P. Langton plaide en faveur d'un troisième modèle combinant la persistance et le changement des attitudes, car ce qu'il faut retenir ce sont les termes du débat, généralement conçus comme mutuellement exclusifs.

Les travaux qui tentent de concilier ces deux approches apparemment antagonistes se révèlent être les plus intéressants. Tel est le cas de l'étude de Steven D. Miller et David O. Sears¹, qui tentent d'évaluer l'« hypothèse de persistance » d'une attitude, en l'occurrence la « tolérance sociale », à partir des données de six *cross-sectional surveys* des années 1972-1977. Ces auteurs reprennent tacitement à leur compte l'hypothèse déjà formulée par K.P. Langton² d'une persistance des attitudes qui reflèterait non pas une efficacité particulière de ce qui est appris au sein de la famille, mais plutôt une continuité des « environnements » qui, elle, se trouverait au principe de l'équivalence des apprentissages précoces et tardifs. C'est ainsi que S.D. Miller et D.O. Sears construisent une « mesure composite de la tolérance environnementale » dans trois étapes de la vie, en décrivant les environnements « pré-adultes » et « adultes » à partir des mêmes dimensions sociales et démographiques, afin de rendre possible la comparaison de leurs effets respectifs sur la persistance de certaines formes de tolérance sociale : à savoir le « préjugé racial », le « rôle des femmes dans la société » et les « pratiques sexuelles acceptables ». Or cette mesure établit que la contribution de l'âge adulte, bien que significative, est *moindre* par rapport aux apprentissages plus précoces. Est-ce à dire que la persistance des apprentissages précoces s'explique par leur position chronologique ? Sans exclure cette hypothèse, les auteurs montrent plutôt que la remarquable continuité des « normes de tolérance » dont font preuve les sujets étudiés, s'explique par une importante stabilité de leurs environnements sociaux, ce qui permet d'établir une présomption quant à l'existence de mécanismes de renforcement social.

Dès lors, naît toute une réflexion sur l'influence de facteurs « exogènes » susceptibles d'exercer des effets plus ou moins durables, tantôt en contradiction avec ce qui est appris au sein de la famille, tantôt en renforçant les apprentissages plus précoces. D'autant que la recherche en psychologie sociale, qui, depuis le début des années quatre-vingt, commence à exercer une certaine influence sur un nombre croissant de politologues américains, montre l'existence de biais qui, avec la complicité involontaire des enfants, tendent à surestimer les accords politiques entre ceux-ci et leurs parents, notamment au sujet de certaines attitudes apparemment partagées³. C'est

1. S.D. Miller, D.O. Sears, « Stability and Change in Social Tolerance: A Test of The Persistence Hypothesis », *American Journal of Political Science*, 30 (1), février 1986, p. 214-236.

2. K.P. Langton, « Persistence and Change in Political Confidence... », art. cité, p. 463.

3. Il s'agit d'une part du « biais de la générosité », selon lequel l'enfant attribue au père de manière erronée une « caractéristique socialement désirable » (par exemple, avoir voté pour un candidat gagnant), et, d'autre part, du « biais du faux consensus », qui porte l'enfant à croire que lui et son père partagent une même attitude : D. O. Sears, A. Peplau, J. Freedman, S.E. Taylor, *Social Psychology*, Englewood Cliffs, International Editions, Prentice-Hall, 6^e éd. 1987, p. 549.

cette ouverture à des facteurs couramment qualifiés d'exogènes qui se trouve au principe de recherches traitant des effets du «contexte», de l'immersion de l'individu dans des «réseaux» sociaux ou de conjonctures historiques particulières sur le changement d'attitudes, autant d'«influences» qui se présentent comme de véritables défis aux apprentissages précoces.

«ENVIRONNEMENTS», «CONTEXTES» ET «RÉSEAUX» LES ACQUISITIONS DE L'EXPÉRIENCE ADULTE

C'est sans doute à propos de la mesure des effets du «contexte» et de l'«environnement» que se pose avec le plus d'acuité le problème des relations entre niveau individuel et données agrégées. En effet, on est bien en présence d'un problème qui, classique dans les approches behavioristes, devient dans l'«analyse contextuelle»¹ d'autant plus délicat que l'on s'élève davantage dans la hiérarchie des concepts sous le rapport de leur généralité, passant ainsi des concepts les plus opératoires aux plus abstraits.

Les analyses des effets de certaines conjonctures historiques sont certainement celles qui se trouvent situées au sommet de cette hiérarchie. Ces conjonctures, dont l'impact sur les attitudes peut s'avérer extrêmement durable, voire contredire les apprentissages préalables, sont en outre susceptibles d'affecter un nombre considérable d'individus. C'est ainsi que les conséquences de ces conjonctures sont tantôt conceptualisées comme des «effets de période» (événements qui affectent toutes les générations, sans distinction d'âge), tantôt désignées au moyen de la notion (dont on connaît la réussite sociale) d'«effets de génération» (événements qui, cette fois-ci, sont associés à l'année de naissance et dont une seule cohorte est censée faire l'expérience)². Si l'on peut dire que ces concepts gagnent en généralité ce qu'ils perdent en intelligibilité sociologique, c'est précisément parce que se trouve posé avec une acuité particulière le problème des rapports entre données agrégées et niveau individuel. Ainsi, l'analyse par ailleurs fort stimulante de M. Kent Jennings³, relative aux «effets de baptême» et au legs de l'expérience protestataire des années soixante sur deux groupes d'attitudes politiques, montre clairement comment le raisonnement en termes d'effets de génération ne parvient pas à expliquer les mécanismes sociaux,

1. Pour une présentation concise en français de l'analyse contextuelle, cf. N. Mayer, P. Perrineau, *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 53-55.

2. Pour une étude qui met l'accent sur les incertitudes et les limites des idées de «période» et de «génération», ainsi que de leurs «effets» sur les attitudes, et qui oblige à ne pas oublier leur caractère composé du fait de la généralité inévitable se trouvant au principe des concepts qui les énoncent, on se reportera à A. Percheron, «Age, cycle de vie, génération, période et comportement électoral», dans D. Gaxie (dir.), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de Sciences Po., 1985, p. 228-262.

3. M.K. Jennings, «Residues of a Movement: the Aging of the American Protest Generation», *American Political Science Review*, 81 (2), juin 1987, p. 367-382. Dans le même sens, P.A. Beck, M.K. Jennings, «Family Traditions, Political Periods, and the Development of Partisan Orientations», *Journal of Politics* 53 (3), août 1991, p. 742-763.

la plupart du temps très concrets, qui se trouvent au principe de ces effets. C'est pourquoi, lorsque l'on raisonne en ces termes, on ne peut que *présu-*
mer l'efficacité de ces effets à des niveaux micro, c'est-à-dire plus proches de l'expérience individuelle, sans parvenir à expliquer réellement, par exemple, le sens sociologique de la conclusion de M.K. Jennings : il est bien difficile de « rester unique » au cours d'une longue période de temps, non seulement par rapport à ce que l'on a été, mais surtout par rapport aux non-protestataires¹. C'est d'ailleurs cette limite qui permet à Alain Garrigou de rappeler que, en tout état de cause, l'unité pertinente d'analyse des « conjonctures politiques », notion éminemment complexe car elle sert à désigner de façon unifiante « un ensemble composite d'éléments disparates », devrait être la « conjoncture pratique »², la seule capable d'exposer à l'analyse les ressorts sociaux de ses effets.

C'est dans cette direction que s'engagent de très nombreuses études sur l'impact de l'« environnement », de « contextes » et de « réseaux » (*networks*) sociaux sur les attitudes et les comportements des individus. Il s'agit d'approches nettement sociologiques au sens où elles tentent d'appréhender l'individu non pas comme un réceptacle plus ou moins passif d'effets aussi efficaces qu'intangibles, mais au contraire comme un agent actif, « en situation », qui établit des relations routinières avec d'autres individus dans le cadre d'espaces beaucoup plus localisés, et où s'inscrivent des expériences susceptibles d'exercer une « influence » sur ses attitudes et son comportement politiques. C'est à dessein que l'on emploie le terme, ambigu s'il en est, d'*influence*, qui sert à désigner l'idée d'un « effet », voire chez certains auteurs d'une « détermination », plus ou moins contraignant et durable sur les individus, dont le succès académique remonte à la publication de ce classique de la sociologie électorale américaine, *The People's Choice*, et se prolonge de manière plus systématique dans *Personal Influence*³.

C'est cet aspect inégalement contraignant des « influences » ou, si l'on préfère, des « effets contextuels » qui est rendu explicite par M.S. Weatherford, lorsqu'il en distingue trois types différents : en premier lieu, ceux qui passent par la médiation du contact interpersonnel ; ensuite, des effets beaucoup plus impersonnels dont l'efficacité est rarement uniforme, car elle est fonction des relations entre les stimuli contextuels et certaines propriétés des individus (c'est le cas de certaines politiques publiques) ; finalement, les « pressions subtiles » du groupe de référence⁴.

Il s'ensuit que l'existence d'effets différents du point de vue de leur caractère plus ou moins contraignant incite le chercheur à préciser l'origine de ces variations, au moyen de concepts opératoires qui permettent d'établir des mesures de ces effets. Telle est la fonction accomplie par les notions,

1. M.K. Jennings, « Residues of a Movement... », art. cité, p. 380.

2. A. Garrigou, « Conjoncture politique et vote », dans D. Gaxie (dir.), *Explication du vote*, op. cit., p. 359.

3. P.F. Lazarsfeld, B. Berelson, H. Gaudet, *The People's Choice. How the Voter Makes up his Mind in a Presidential Campaign*, New York, Columbia University Press, 1944, en particulier les chapitres VIII à XI ; E. Katz, P.F. Lazarsfeld, *Personal Influence*, New York, The Free Press, 1955.

4. M.S. Weatherford, « Interpersonal Networks and Political Behavior », *American Journal of Political Science*, 26 (1), février 1982, p. 117-143.

voisines mais différentes, d'«environnement» et de «contexte», distinction relativement ignorée en France, alors qu'elle fait l'objet d'un large consensus dans la littérature américaine sur la socialisation politique.

On se souvient qu'Annick Percheron, dans plusieurs de ses travaux¹, accordait une importance toute particulière à l'influence du contexte dans la socialisation politique des jeunes, sans parvenir à faire pleinement la distinction entre «contexte» et «environnement», qui lui aurait permis d'établir une mesure de leur variance respective sur les attitudes des sujets (en l'occurrence des adolescents). Certes, A. Percheron signale bien l'existence de deux «niveaux» différents du contexte: un niveau «global» dans lequel l'enfant, la famille et l'école sont situés; et un niveau foncièrement individuel et spécifique, celui de l'enfant lui-même, qui incite à le penser comme façonné par sa famille, l'école et, dans une certaine mesure, par le contexte global. Il s'agit donc d'une distinction entre au moins deux niveaux différents, mais dont le premier seulement parvient au statut de concept opératoire, c'est-à-dire dont les effets peuvent être mesurés (il s'agit du lieu de résidence d'un échantillon d'adolescents, la commune devenant donc le «contexte politique global»). On a là sans doute l'une des raisons qui expliquent la difficulté, reconnue par A. Percheron elle-même, «d'établir comment opère» l'effet spécifique du «contexte global», et de le distinguer des «diverses composantes du contexte spécifique dans lequel chaque adolescent forme son propre système de valeurs»². Dans un article postérieur, A. Percheron cherchera à préciser, cette fois-ci d'un point de vue théorique, non pas la différence entre contexte «global» et «spécifique», mais plutôt les divers éléments associés à la notion de contexte, dont la combinaison constitue la «texture de l'environnement»³. Cette réflexion ne donnera pas lieu à un concept opératoire de l'«environnement», ce qui indique moins une négligence conceptuelle de l'auteur⁴ qu'une stratégie de recherche qui amène A. Percheron à privilégier l'individu en tant qu'unité d'analyse (dont témoignent la plupart de ses références théoriques), avec tous les risques et difficultés que ce choix implique: chute dans le subjectivisme, mais surtout

1. Notamment dans «The Influence of the Socio-Political Context on Political Socialization», *European Journal of Political Research*, 10, 1982, p. 53-69. Pour une esquisse d'autobiographie intellectuelle où A. Percheron reconnaît, parmi d'autres influences intellectuelles, celle qu'a exercée la notion de «milieu» héritée d'Henri Wallon, et qui l'a incitée à «prendre en considération l'effet du contexte et de l'environnement» (p. 110), cf. A. Percheron, «Traverses. Histoire d'une recherche», *Revue française de science politique*, 44 (1), février 1994, p. 100-122.

2. A. Percheron, «The Influence of the Socio-Political Context...», art. cité, p. 67.

3. A. Percheron, «La socialisation politique: défense et illustration», dans M. Gratz, J. Leca (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, tome 3, p. 219.

4. On peut certes regretter cette omission, ainsi que la stratégie de recherche de l'auteur, mais il semble un peu exagéré de dire que «c'est par approximation, et en l'absence d'une construction théorique appropriée, qu'Annick Percheron parle de "contexte"» (J. Lagroye, «La socialisation politique. La pensée vivante d'Annick Percheron», *Revue française de science politique*, 44 (1), février 1994, p. 132), sauf si l'on entend par «contexte» des lieux, des situations et des effets *pratiques* qui, pour être analysés, requièrent effectivement un cadre théorique différent. Ajoutons toutefois que les textes que J. Lagroye cite à l'appui de son interprétation, et qui se trouvent réunis dans le livre posthume d'A. Percheron, lui donnent raison dans sa critique (A. Percheron, *La socialisation politique*, textes réunis et présentés par N. Mayer et A. Muxel, Paris, Armand Colin, 1993).

rapports problématiques entre données agrégées et niveau individuel d'analyse, qui expliquent l'emploi de diverses méthodes de recherche (y compris les histoires de vie) dans ses derniers travaux.

Bien différente est l'approche qui tire de la distinction entre «environnement» et «contexte» deux concepts clairement définis, renvoyant tous deux à des espaces géographiques et sociaux différemment contraignants pour l'individu en même temps que facilement discernables par lui. C'est ainsi que la plupart des auteurs américains s'accordent à *situer* l'«environnement» au niveau du comté (*county*), à partir d'une définition qui souligne son caractère «structuré» en vertu de ses «fonctions spatiales» et «politiques». A cet égard, le contraste est grand avec le «contexte», cadre également structuré mais cette fois-ci par l'immédiateté de sa composition sociale et des interactions qui en découlent: d'où qu'il soit généralement situé au niveau du voisinage, où sont censées avoir lieu les interactions sociales les plus significatives en matière d'influence politique¹. Plus précisément, le voisinage est défini comme l'endroit où ont lieu «les relations sociales inévitables et involontaires de toute collectivité sociale basée spatialement»², et dont il convient de cerner les conséquences sur le comportement politique. C'est là que réside l'intérêt sociologique de ces recherches, notamment pour la compréhension des phénomènes de socialisation politique ayant lieu dans l'âge adulte, étant donné que les interactions qui s'instaurent dans le quartier et avec des voisins peuvent se trouver au principe de changements plus ou moins profonds et durables des attitudes individuelles.

A cet égard, tous les auteurs s'accordent pour signaler, à propos de ces influences contextuelles, une tension entre les apprentissages précoces et les expériences plus tardives, sans qu'il y ait un consensus autour de leurs conséquences sur les attitudes: ces influences, modifient-elles les attitudes préalablement acquises ou n'ont-elles que des effets essentiellement localisés et conjoncturels? Une illustration du premier terme de l'alternative est fournie par l'article de Michael MacKuen et Courtney Brown³, qui se demandent si les attitudes se forment de façon «atomistique», ou si, au contraire, elles «dépendent» des interactions avec les amis et les voisins. A partir d'une étude par panel, les auteurs analysent le changement des attitudes des sujets, d'une part envers les principaux candidats présidentiels, et d'autre part vis-à-vis des deux partis lors de l'élection américaine de 1980, en essayant d'établir la durabilité des effets contextuels et d'identifier la période de la campagne électorale où ces effets sont les plus prononcés. Au terme de leur étude, M. MacKuen et C. Brown concluent certes à l'existence du «phénomène contextuel», mesuré aussi bien au niveau du comté que du voisinage, à ceci près que son efficacité dépend surtout des

1. R. Huckfeldt, J. Sprague, «Social Order and Political Chaos: The Structural Setting of Political Information», dans J.H. Kuklinski, J.A. Ferejohn (eds), *Information and Democratic Processes*, *op. cit.*, p. 23-58. Dans le même sens, mais avec une terminologie différente (l'environnement devenant le «macro-environnement», alors que le contexte est appelé «micro-environnement», le premier situé au niveau du comté et le second au niveau du voisinage), cf. M. MacKuen, C. Brown, «Political Context and Attitude Change», *American Political Science Review*, 81 (2), juin 1987, p. 471-490.

2. R. Huckfeldt, «Political Loyalties and Social Class Ties: The Mechanisms of Contextual Influence», *American Journal of Political Science*, 28 (2), mai 1984, p. 403, note 3.

3. M. MacKuen, C. Brown, «Political Context and Attitude Change», art. cité.

interactions établies avec des amis et des voisins *identifiables* et dont l'intention de vote est connue, les données suggérant à cet égard un véritable «modèle de contagion»¹, la question de la durabilité de ces effets restant cependant ouverte.

C'est à cette question qu'entendent répondre Robert Huckfeldt et John Sprague, en formulant l'hypothèse selon laquelle les comportements électoraux qui se trouvent affectés par les contextes et les environnements (au sens défini plus haut), devraient se révéler «hautement volatiles et être rapidement modifiés», du fait de la «nature du processus d'apprentissage social» et du caractère «épisodique» des campagnes². Cette hypothèse (ainsi que deux autres, l'une présumant une interaction entre «contextes sociaux» et «environnements politiques», et l'autre une influence de la «motivation individuelle» sur les effets de l'«apprentissage contextuel»), est testée à partir d'une analyse contrastée entre les attentes pré-électorales des votants et leurs votes effectifs lors des élections de 1972 et 1976. Ainsi, les auteurs montrent que les données de 1972 infirment ces hypothèses, le vote «partisan et de classe» se révélant à cette époque très bas, ce qui a rendu possible une influence accrue de la campagne électorale sur les choix des votants. Bien différent est le cas des données de 1976, qui se révèlent largement «consistantes» avec ces mêmes hypothèses, la campagne électorale exerçant ici une influence plus faible du fait d'un électorat davantage mobilisé «en fonction de la classe et du parti». Que doit-on retenir de ces résultats quant à la durabilité des effets contextuels sur les attitudes politiques et les comportements électoraux? Qu'il n'est pas possible d'affirmer une fois pour toutes ni la portée contingente, ni *a fortiori* la durabilité des effets contextuels produits par une campagne électorale. Car, selon ces deux auteurs, une campagne possède «une logique qui n'est pas seulement reliée aux enjeux et événements médiatiques»: elle peut être également, et parfois surtout, redevable de la structure sociale», au sens où certaines campagnes se fondent sur «un électorat qui est déjà mobilisé en fonction de la classe et du parti, alors que d'autres non». Tout dépend de la «nature de la campagne», certains candidats parvenant à mobiliser l'électorat en «exploitant la structure sociale» et en appelant aux «bases structurelles du vote»³. On ignore toutefois comment ces candidats y parviennent: est-ce par le type d'enjeux, variables d'une élection à une autre, et selon le type d'élection, qui occupent le devant de la scène politique? Ou est-ce encore par les propriétés sociales des candidats, dont on sait par ailleurs qu'elles n'opèrent pas sur le vide, mais sont fonction des conjonctures et des enjeux? On voit qu'avec ce type de question, on touche du doigt les limites des recherches sur les influences contextuelles, dont tout, à commencer par leurs prémisses théoriques, et jusqu'à leurs mesures statistiques et leurs protocoles d'enquête, les conduit à ne pas aller jusqu'au bout des conclusions ainsi soulevées.

1. *Ibid.*, p. 485.

2. R. Huckfeldt, J. Sprague, «Social Order and Political Chaos...», cité, p. 30.

3. *Ibid.*, p. 44. Pour une discussion critique de cet article, cf. M.A. Krassa, «The Structure of Interaction and the Transmission of Political Influence and Information», dans J.H. Kuklinski, J.A. Ferejohn (eds), *Information and Democratic Processes*, op. cit., p. 100-113.

On pourrait certes multiplier les exemples de travaux qui signalent l'efficacité variable des influences contextuelles, fussent-elles de «niveau multiple»¹. Il reste, et c'est ce qui nous importe de souligner, que ces influences passent par la médiation de rapports d'interaction, eux-mêmes structurés par des contextes dont l'efficacité dépend de leur degré de réalité pour les individus. C'est ce qui explique la place occupée dans ce type de recherches par le voisinage, unité d'analyse élémentaire et, en l'occurrence, sociologiquement pertinente. En même temps, c'est ce qui fait l'intérêt des analyses qui situent l'individu dans le cadre de «réseaux» (*networks*) inégalement contraignants, mais dont les effets sur les attitudes et les comportements politiques peuvent se révéler tout aussi importants que ceux émanant des contextes.

A cet égard, il convient tout d'abord de distinguer clairement les contextes et les réseaux, les premiers étant des cadres «structurellement imposés» et «extérieurs à l'individu», alors que les seconds sont «individuellement construits» et se présentent comme le produit d'une «myriade de choix» faits par les sujets qui les composent². Cette distinction, cependant, ne signifie pas qu'il faille établir une séparation radicale entre contextes et réseaux. Là encore, en effet, on a affaire à deux dimensions, ou plutôt à deux cadres sociaux indissociables de l'expérience individuelle, au sens où les contextes circonscrivent les «opportunités» et les «contraintes» à partir desquelles les individus, avec leurs choix associatifs, construisent des réseaux. C'est pourquoi on entend par réseaux des rapports interindividuels fréquents et chargés d'affectivité, à partir des opportunités et des contraintes imposées par des contextes sociaux tels que l'école³, le lieu de travail ou le cercle d'amis, cette distinction relevant certes davantage d'un souci de pureté analytique que de la logique pratique des rapports sociaux qui tend à les confondre. Or il est sans doute inhérent aux approches behavioristes d'ignorer ces dimensions pratiques des rapports d'interaction, au bénéfice d'espaces clairement localisables, et donc mesurables, où ont lieu des relations sociales dont la fréquence et l'affectivité les transforment en

1. Approche qui est aujourd'hui prônée par R. Huckfeldt, E. Plutzer et J. Sprague, et qui est illustrée par leur analyse des effets simultanés de deux «contextes», les «églises» et les «voisinages», sur deux attitudes, la «prémisse théorique» étant toujours la même: «le comportement des individus dépend du comportement des autres à l'intérieur de [leur] espace de vie» (p. 369): R. Huckfeldt, E. Plutzer, J. Sprague, «Alternative Contexts of Political Behavior: Churches, Neighborhoods, and Individuals», *Journal of Politics*, 55 (2), mai 1993, p. 365-381.

2. R. Huckfeldt, J. Sprague, «Networks in Context: the Social Flow of Political Information», *American Political Science Review*, 81 (4), décembre 1987, p. 1197-1216.

3. Il convient de signaler que, dans la littérature américaine relative à la socialisation politique de ces quinze dernières années, la grande absente est l'école (sauf erreur, elle n'a fait l'objet d'aucun article, depuis 1983, dans aucune des trois principales revues de science politique d'Outre-Atlantique: *American Political Science Review*, *American Journal of Political Science* et *The Journal of Politics*). L'exception vient sans doute des travaux qui, sous l'influence d'A. Gramsci, B. Bernstein et P. Bourdieu, traitent des phénomènes de socialisation à l'école en recourant à la notion de «curriculum», celui-ci étant envisagé sous sa dimension à la fois «occulte» («l'enseignement tacite aux étudiants de normes, valeurs et dispositions») et manifeste (le «matériel du curriculum»): M.W. Apple, *Ideología y currículo*, Madrid, Akal, 1986, p. 27. Je remercie Yves Déloye de m'avoir mis sur la voie de cette ligne de recherche.

réseaux. On peut donc comprendre que l'unité spatiale la plus sollicitée soit encore une fois le voisinage, à ceci près qu'il est envisagé moins comme un contexte dont l'influence suppose des rapports d'interaction qu'on *présume* efficaces, que selon une analyse qui entend prendre systématiquement en compte les conditions sociales de cette efficacité.

C'est en ce sens qu'il faut comprendre les travaux, de loin les plus sociologiques, relatifs aux réseaux, comme, par exemple, celui de M.S. Weatherford qui analyse le « rôle politique » d'un réseau social, le « cercle de voisinage »¹. A partir d'un échantillon de 250 répondants effectifs à une enquête effectuée en deux vagues en 1979, cet auteur distingue trois grandes propriétés qui font de ces « réseaux locaux » des réseaux politiques (« politisation », « climat des discussions politiques » et « composition partisane du réseau local »), et les combine avec des attributs individuels tels que le statut socio-économique, l'intérêt pour la politique, l'identification partisane et l'autopositionnement idéologique. Or, au moyen d'analyses de régression, M.S. Weatherford établit que le « statut social » et l'« intérêt pour la politique » sont les principaux facteurs de politisation de ce réseau, et non les aspects affectifs des rapports qui se nouent dans le cercle de voisinage, envisagés du point de vue de leur fréquence, durée et intimité. Il s'agit certainement d'un « résultat important », étant donné « la prépondérance de la recherche sur les réseaux sociaux qui s'est concentrée sur les liens affectifs », aussi l'auteur fait-il l'hypothèse que cette « absence de facteurs affectifs en tant qu'agents causaux » suggère que des « contacts extra-locaux » peuvent impliquer davantage d'« engagement » et de « liens affectifs », et devenir ainsi susceptibles de jouer un rôle important en matière de politisation des relations sociales².

Cette question du « bon » niveau d'analyse (réseau local ou extra-local), associée à une quête de la primauté causale d'un facteur, qu'il soit affectif, social ou cognitif, se fonde certes sur une volonté de rendre compte des conditions d'efficacité des rapports d'interaction. Mais la dérive quantitative qui porte à mesurer la « contribution » d'un ou de plusieurs facteurs à l'explication d'une variable dépendante placée à un niveau d'analyse distinct de l'individu (par exemple le voisinage) implique en même temps de s'arrêter au seuil des conditions *pratiques* des rapports d'interaction. Sans doute, existe-t-il bien des entreprises de recherche qui font de la mesure un instrument d'analyse des rapports sociaux entre individus, ainsi que de leurs effets plus ou moins durables sur leurs attitudes, par exemple à propos de la question de savoir si c'est le choix du partenaire de discussion qui « est fonction » de la préférence individuelle ou bien l'inverse³. De même, il est possible d'élaborer des modèles formels, inspirés, par exemple, de la théorie

1. M.S. Weatherford, « Interpersonal Networks and Political Behavior », art. cité.

2. *Ibid.*, p. 129-130. R. Huckfeldt en arrive à une semblable hypothèse, lorsqu'il signale que les apprentissages sociaux les plus importants ne sont probablement pas les plus « intenses » ou « intimes », mais plutôt ceux qui sont les plus « fréquents » et « récurrents » : R. Huckfeldt, « Political Loyalties and Social Class Ties... », art. cité, p. 414.

3. La réponse de R. Huckfeldt et J. Sprague étant en l'occurrence une parfaite et salutaire règle de méthode, à savoir la nécessité de tenir compte de la « simultanéité » des effets entre le choix du partenaire et la préférence individuelle : R. Huckfeldt, J. Sprague, « Networks in Context... », art. cité, p. 1204.

des jeux, afin de rendre compte des « facteurs qui façonnent les manières selon lesquelles les participants » à une interaction dans des « cadres conversationnels » agissent les uns avec les autres¹. Michael A. Krassa a pu montrer que les effets de ces interactions se traduisent dans un changement du comportement individuel mais non des opinions, celles-ci restant « fixées » en dépit d'un échange conçu comme parfaitement réciproque². Il reste que les approches behavioristes, y compris les plus sociologiques d'entre elles, ne peuvent parvenir à rendre compte de la logique pratique des rapports d'interaction, quand bien même ceux-ci auraient lieu dans des contextes ou des réseaux plus ou moins proches et immédiats de l'expérience individuelle. Ce faisant, c'est l'efficacité des relations sociales en matière de socialisation politique qui devient problématique, celle-ci étant tantôt rapportée à des contextes traités comme contraignants et extérieurs aux individus, tantôt inscrite dans la réalité de rapports d'interaction dont on ne tire jamais toutes les conséquences.

C'est dans cet état du champ de la recherche sur la socialisation politique, largement dominé par le behaviorisme (dont on voit que l'usage du singulier ne fait pas justice à une approche assez diverse qui, contrairement à l'opinion répandue, est capable de poser de nouvelles questions), qu'un certain nombre d'auteurs formuleront des critiques extrêmement sévères à l'encontre des objets d'analyse consacrés, ainsi que des méthodes de collecte et de traitement des données employées. Critiques qui s'inspirent par ailleurs de certains courants de la psychologie sociale américaine, notamment des approches en cognition sociale, et qui parviennent à pénétrer ce champ de la recherche avec un certain succès au cours des années quatre-vingt.

DE L'ÉLECTEUR AU CITOYEN LA PLACE DE LA « COGNITION »

Les critiques qui ont été opposées aux approches encore dominantes de la socialisation politique ne provenaient pas, loin s'en faut, de courants ou d'écoles de pensée de la science politique américaine. On ne peut d'ailleurs en être surpris, puisqu'on a là une marque propre à ce champ de la recherche, à savoir son caractère historiquement transdisciplinaire. Ce qui surprend, c'est plutôt la virulence de ces critiques, dont le propos fait parfois penser à une volonté de table rase, proférées à l'encontre de protocoles d'enquête routinisés et de techniques d'analyse jugées totalement inadéquates. Contre les stratégies d'analyse dominantes dans ce champ, tous ces auteurs s'accordent à plaider en faveur d'approches « subjectives », révélant par là, malgré le caractère vague du terme et en dépit de l'hétérogénéité des agendas de recherche proposés, un enjeu théorique qui leur est

1. M. MacKuen, « Speaking of Politics: Individual Conversational Choice, Public Opinion, and the Prospects for Deliberative Democracy », dans J.H. Kuklinski, J.A. Ferejohn (eds), *Information and Democratic Processes*, op. cit., p. 59-99.

2. M.A. Krassa, « The structure of Interaction and the Transmission of Political Influence and Information », cité, p. 110.

commun: revenir aux individus et, surtout, prendre au sérieux l'origine et l'efficacité relative de leurs croyances, perceptions, évaluations et jugements politiques, c'est-à-dire de leurs capacités cognitives. On pouvait donc s'attendre à des incursions de certains courants de la psychologie sociale dans ce champ de la recherche, notamment de la cognition sociale (*social cognition*), sans doute l'une des approches les plus dynamiques et stimulantes dans ce domaine d'études.

Assez curieusement pourtant, l'un des premiers auteurs à formuler une critique de fond aux approches dominantes dans ce champ de la recherche signale la sociologie comme la source de tous les maux¹. Ce qui peut paraître à première vue surprenant, et qui semble contredire ce que nous disions de ces approches dominantes, s'explique, à y regarder de plus près, une fois que l'on a compris ce que Shawn W. Rosenberg entend par sociologie: la «détermination» du comportement politique individuel dans «le contexte de sa relation à l'action des autres», conception sociologique de l'«activité politique» qui rend «inappropriée et inintéressante» toute prise en compte du «phénomène de niveau individuel»², puisque l'explication réside dans «les déterminations de la structure sociale»³. Assurément, il s'agit là d'une conception largement réductionniste du travail sociologique, qui l'identifie aux approches les plus déterministes. Mais au-delà, ce qu'il faut relever de cette critique c'est le souci de prendre en compte «la dimension psychologique de la pensée et de l'action politique», en s'interrogeant, par exemple, sur le «sens» et la «direction» que les individus attribuent à leur comportement politique, au moyen de méthodes résolument psychologiques: «expérimentation clinique», «interview de jugement moral» et «interview d'association libre»⁴. Ainsi, à partir d'une confusion imprégnée de réductionnisme entre la sociologie et ses expressions déterministes, S.W. Rosenberg établit un agenda de recherche qui se trouve naturellement aux antipodes de celui qui fait l'objet de sa critique, au sens où il est complètement dominé par la souveraineté de l'*homo psychologicus*.

A la différence de cet agenda subjectiviste, c'est dans une perspective moins radicale que se place un auteur comme Joel D. Schwartz⁵. Plaidant pour une «compréhension multisubjective», d'un objet de recherche très spécifique, la participation politique, l'intérêt de cet article réside non seulement dans la volonté de privilégier le point de vue des individus et de «noyer l'action dans son contexte constitutif»⁶ (en cela il y a une conception sociologique de l'action), mais aussi dans la critique très pénétrante des pré-supposés les plus usuels de la recherche. C'est ainsi que, selon J.D. Schwartz, les études relatives à la participation politique (et, pourrait-on ajouter, à tout

1. S.W. Rosenberg, «Sociology, Psychology, and the Study of Political Behavior: The Case of the Research on Political Socialization», *Journal of Politics*, 47 (2), mai 1985, p. 715-731.

2. *Ibid.*, p. 717.

3. *Ibid.*, p. 720.

4. *Ibid.*, p. 726.

5. J.D. Schwartz, «Participation and Multisubjective Understanding: An Interpretivist Approach to the Study of Political Participation», *Journal of Politics*, 46 (4), novembre 1984, p. 1117-1141.

6. *Ibid.*, p. 1119.

comportement politique) octroient aux actes participatifs, en vertu d'une définition unilatérale et préalable, un « statut ontologique objectif » qui est « indépendant » du participant. Contre ce type de présupposés qui régissent aussi bien les questions de la recherche que les types de données censées y répondre, l'auteur se prononce en faveur d'un déplacement au profit de ce que les individus entendent par participation dans le cadre d'un certain contexte. L'accent étant désormais placé sur les sujets, l'auteur conclut toutefois, et assez curieusement, à la nécessité d'abandonner l'étude des éléments sous-jacents qui se trouvent à l'origine des actions. En effet, on ne peut manquer de relever une conception sociologique du comportement politique qui, prônée au départ, est abandonnée au moment de poser le principe méthodologique consistant à privilégier le point de vue individuel relatif à ce que participer veut dire.

Cet abandon, souvent en dépit d'indications allant en sens contraire, d'une approche sociologique des phénomènes de socialisation politique au bénéfice d'individus actifs (dont les comportements politiques ne sont au fond intéressants à étudier que parce qu'ils révèlent une subjectivité censée ouvrir la voie à l'intelligibilité) explique que certains auteurs aient mené une réflexion à la fois théorique et méthodologique congruente avec ces partis pris. Tel est le cas, par exemple, de Timothy E. Cook¹ qui, après avoir constaté le caractère inapproprié des enquêtes par questionnaire (car les questions posées sont irréalistes) pour étudier les réactions des enfants à la politique², ajoute toutefois que la « perte de confiance » qui affecte les études sur la socialisation politique ne s'explique pas seulement par des raisons méthodologiques. De manière plus profonde, T.E. Cook estime que l'enlisement de la recherche est dû à l'absence de « modèles psychologiques de développement » de l'enfant qui lui serviraient de fondement, et plus précisément à la très faible place occupée par la *cognition*. Or, celle-ci étant la contribution décisive de la socialisation politique, elle est largement ignorée par des instruments d'enquête traditionnels plutôt portés à dévoiler la présence d'« effets dormants »³ dans le comportement qu'à s'interroger sur leur genèse sociale et cognitive : l'« interaction sociale » et son influence complexe sur l'« apprentissage politique », le seul moyen d'en rendre compte étant l'« observation directe » des parents, des enseignants et du groupe de pairs⁴. Autrement dit, T.E. Cook plaide moins en faveur d'une perspective platement subjectiviste dont on connaît les risques, que pour une approche beaucoup plus riche qui conjugue la prise en compte du développement

1. T.E. Cook, « The Bear Market in Political Socialization and the Costs of Misunderstood Psychological Theories », *American Political Science Review*, 79 (4), décembre 1985, p. 1079-1093.

2. Dans le même sens, cf. R.W. Connell, « Why the "Political Socialization" Paradigm Failed and What Should Replace It », *International Political Science Review*, 8 (3), juillet 1987, p. 218, qui insiste en outre sur trois grandes omissions de la recherche : la « phénoménologie de la conscience politique des enfants » ; une conception de l'« attitude politique » qui séparerait nettement la structure de la conscience de sa réalisation dans le monde social ; l'importance démesurée accordée à la « structure sociale », qui porte à concevoir la population comme un bloc (p. 219-220).

3. T.E. Cook, « The Bear Market in Political Socialization... », art. cité, p. 1081.

4. *Ibid.*, p. 1090.

cognitif de l'enfant au moyen d'un modèle théorique encore à construire¹, avec l'insertion du sujet dans des cadres sociaux où ont lieu des rapports d'interaction faisant fonction de vecteurs des phénomènes d'apprentissage politique.

Cette insistance sur la nécessité de prendre sérieusement en compte l'individu comme sujet doté de capacités cognitives moins passivement héritées qu'activement acquises dans le cadre d'interactions sociales, marque une rupture profonde dans la manière d'aborder l'étude des phénomènes de socialisation politique. A cet égard, le contraste est grand entre les discussions interminables autour des «erreurs de mesure» ou des difficultés posées par la mortalité inévitable des études par panel², si usuelles dans la recherche américaine sur la socialisation politique, et la place inédite que commence à occuper la «théorie» chez certains auteurs. Or l'une des originalités de ces nouvelles approches est de ne pas renoncer complètement, loin de là, aux possibilités offertes par l'analyse statistique, en recourant profusément aux techniques d'enquête en vigueur, à quoi il faut ajouter l'usage très fréquent de l'expérimentation.

Mais en quoi consiste cette approche cognitive connue sous le nom de cognition sociale, et de quelle manière peut-elle contribuer à renouveler le champ de la recherche sur la socialisation politique? Essentiellement, il faut entendre par cognition sociale l'étude des différentes manières selon lesquelles les individus forment des *inférences* plus ou moins précises à partir de l'information disponible dans l'«environnement», ce qui suppose bien évidemment que les sujets aient acquis préalablement les ressources cognitives nécessaires. C'est le rôle pivot exercé dans cette approche par les apprentissages préalables, sous la forme de «structures cognitives» appelées «schèmes», qui permet d'éclairer nombre d'aspects des processus de socialisation, notamment la complexité de leurs actualisations plus tardives en fonction du type d'information disponible dans l'environnement. Or, et c'est ce qui nous importe de souligner, ce sont ces mêmes structures cognitives qui sont utilisées au moment de traiter (*process*) l'information présente dans un environnement politique.

Mais l'intérêt de cette approche vient également de sa manière de rendre compte du rapport entre d'une part l'information toujours imparfaite qui est constitutive de l'environnement politique, et d'autre part le caractère limité des capacités cognitives des individus. Or, en dépit de cette ambiguïté inévitable de l'environnement politique, à laquelle font face des individus que Shelley E. Taylor définit comme des «avares cognitifs» (*cognitive misers*), ces derniers parviennent à faire des «inférences cognitives», par exemple à évaluer des candidats ou leurs positions sur les enjeux, à partir de l'information préalablement amassée et déposée dans

1. T.E. Cook croyant trouver ses principaux fondements plutôt chez Vygotsky que chez Piaget.

2. Au point de faire oublier et de dissoudre l'objet de la recherche, celui-ci devenant prétexte à des exercices de virtuosité statistique qui confirment le jugement sévère de Jean-Claude Passeron: «La connaissance des phénomènes s'évapore à mesure que la formalisation s'enrichit», car elle oublie l'historicité de ses objets (J.-C. Passeron, *Le raisonnement sociologique. L'espace non poppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan, 1991, p. 42).

leurs schèmes et au moyen de « raccourcis inférentiels ». En effet, contrairement aux présupposés, la plupart du temps tacites, des approches rationnelles du comportement électoral, régulièrement visées par la recherche en cognition sociale, les individus sont censés percevoir le monde et répondre à ses stimuli de façon tout à fait économique, au moyen d'inférences cognitives. Comme le signalent Stanley Feldman et Pamela J. Conover¹, il y a trois grandes hypothèses sous-jacentes aux « inférences cognitives » concernant un environnement politique ambigu : elles supposent d'abord une « interprétation active » de cet environnement, motivée par le besoin d'information des individus afin d'« entreprendre un comportement orienté à un but » (*goal-directed behavior*) ; ensuite, et c'est l'aspect économique des inférences cognitives, les individus tentent de percevoir le monde avec précision tout en minimisant les coûts de l'information ; cette perception étant guidée, c'est la troisième hypothèse, par des schèmes ou des croyances individuelles préalables.

Étant donné l'importance occupée par la notion de schème en cognition sociale, il convient de s'y arrêter un moment et de la distinguer d'un concept voisin et familier aux sociologues et politistes français. En effet, à la différence du concept d'*habitus* chez Pierre Bourdieu, qui apparaît sous la forme d'un schème unitaire et comme un produit des conditionnements sociaux², en cognition sociale on doit plutôt parler *des* schèmes, au sens où un même individu peut en avoir incorporé plusieurs *types* selon la nature de leur contenu et leur organisation hiérarchique, ainsi qu'en fonction des domaines auxquels il se réfère³. Sans entrer dans des précisions sur leur structure « pyramidale », inutiles pour notre propos, ce sont plutôt leurs *fonctions* qui sont susceptibles d'intéresser la recherche sur la socialisation politique. S'il est vrai que, selon cette approche, la genèse des schèmes est moins sociale que cognitive (ils apparaissent en effet comme le produit de l'« activité perceptive préalable »⁴), il importe surtout de retenir l'idée de structures cognitives destinées à *organiser* l'expérience individuelle, à *décider* le type d'information qui sera déposée ou extraite de la « mémoire », à *remplir* les interstices de l'information disponible dans l'environnement et à *fournir* des outils pour résoudre des problèmes⁵, autant de fonctions dont il est en revanche facile de soupçonner l'incidence sociale. Illustrons ces fonctions schématiques lors d'une élection présidentielle⁶. Au cours de ces

1. S. Feldman, P.J. Conover, « Candidates, Issues and Voters : the Role of Inference in Political Perception », *Journal of Politics*, 45 (4), novembre 1983, p. 810-839.

2. On se reportera sur ce point à la définition la plus systématique de l'*habitus*, malgré l'équivoque apparente du pluriel des « systèmes de dispositions » qui le composent, dans P. Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, p. 88-89.

3. Au point qu'en principe, une même personne peut avoir plusieurs schèmes sur un même domaine, mais à des niveaux différents d'abstraction.

4. S. Feldman, P.J. Conover, « Candidates, Issues and Voters... », art. cité, p. 814.

5. P.J. Conover, S. Feldman, « How People Organize the Political World: A Schematic Model », *American Journal of Political Science*, 28 (1), février 1984, p. 96-97.

6. Sur ce point, on recourt au travail précité de S. Feldman et P.J. Conover, « Candidates, Issues and Voters... », art. cité, où les auteurs utilisent les données du CPS National Election Panel Study de la période 1972-1974-1976 afin d'analyser l'activité perceptive et inférentielle des votants qui est censée être contenue dans cette période. Au terme de cette étude, les auteurs écartent la « projection » comme source de perception des positions des candidats sur les enjeux, et donc comme base inférentielle.

conjonctures électorales, surtout à leur début, ce qui prime c'est l'ambiguïté de l'«environnement politique» (du point de vue de l'information imparfaite qui y prédomine), le votant se trouvant donc dans la situation d'inférer ce que devraient être les propositions des candidats sur les enjeux de la compétition. Bien évidemment, tous les enjeux d'une élection ne sont pas également accessibles et intéressants aux yeux des électeurs, ceux-ci accordant leur attention aux plus saillants d'entre eux¹. Or, pour inférer les positions des candidats sur ces enjeux, l'électeur dispose d'une «base d'inférence» d'origine schématique, notamment ses croyances préalables relatives aux positions sur les enjeux de plusieurs «catégories» d'hommes politiques (conservateurs, libéraux, sudistes...), et qui sont susceptibles d'être réactivées afin d'interpréter de manière économique l'information disponible sur la scène électorale². On peut donc comprendre que les étiquettes partisans des candidats constituent une source potentiellement riche d'information inférentielle, ce qui ne veut pas dire que la perception politique qui en résulte soit toujours d'une précision suffisante.

En effet, malgré le gain en économie cognitive qui se trouve impliqué par les schèmes, il convient de tenir compte du fait qu'ils peuvent se trouver à l'origine de nombre d'imprécisions, voire de véritables phénomènes de *misperception*. C'est ce que montre une intéressante étude sur la guerre du Golfe et les évaluations des performances du président Bush, celles-ci s'étant traduites par une augmentation de sa popularité. Phénomène banal? Certes oui, si l'on entend par banalité la récurrence de ses manifestations historiques (songeons à Margaret Thatcher lors de la guerre des Malouines), et si l'on se contente des explications platement substantialistes en termes de «charisme» du leader, en faisant abstraction des capacités cognitives des individus-citoyens. Or c'est précisément en prenant au sérieux ces capacités cognitives et leurs limites que Jon A. Krosnick et Laura A. Brannon parviennent à rendre compte de la popularité dont a bénéficié le président Bush au cours de ce conflit, en l'envisageant comme le résultat de «raccourcis inférentiels» employés par les citoyens américains. Ainsi, en recourant à la théorie de *priming* selon laquelle les individus font des «jugements» ou prennent des «décisions» sans tenir compte de la totalité de l'information disponible, les auteurs montrent, au moyen d'une étude par panel conduite avant et après la guerre, qu'il y a eu des effets de *priming* induits par les médias, dont la couverture du conflit a réduit fortement la

1. Dans ce schéma d'analyse, les saillances de l'environnement (en l'occurrence des enjeux) jouent un rôle tout à fait essentiel car, du fait qu'elles attirent l'attention, elles sont susceptibles d'être interprétées comme des puissants facteurs *causaux* et de servir de moyens pour des «jugements évaluatifs» (D.O. Sears, A. Peplau, J.L. Freedman, S.E. Taylor, *Social Psychology*, *op. cit.*, p. 64).

2. Un exemple extrêmement stimulant d'analyse de catégories et d'indices élémentaires employés par des votants afin d'insérer et d'évaluer les positions sur les enjeux de Jimmy Carter, en tenant compte du fait qu'il était totalement inconnu par les électeurs au début de la campagne présidentielle américaine de 1976, se trouve dans P.J. Conover, S. Feldman, «Candidate Perception in an Ambiguous World: Campaigns, Cues, and Inference Processes», *American Journal of Political Science*, 33 (4), novembre 1989, p. 912-940.

perception par les citoyens d'autres aspects de la vie politique américaine et, ce faisant, a favorisé la hausse de popularité du président Bush¹.

Face à un environnement politique ambigu (au sens donné plus haut), il serait erroné d'envisager le citoyen comme écrasé par l'information disponible, aussi massive et imparfaite qu'elle puisse être. Car les citoyens recourent constamment à des raccourcis inférentiels de divers types, ou à des « heuristiques »², autant d'expressions de l'économie de l'effort cognitif qui sont susceptibles de se manifester lors des différents stades du traitement de l'information³. A titre d'exemple, signalons l'analyse que Shanto Iyengar consacre à deux de ces raccourcis (*shortcuts*), dont l'emploi en politique est très usuel. Tout d'abord, l'« attention sélective », qui est analysée par S. Iyengar⁴ au moyen d'un certain nombre d'expériences de laboratoire, et au terme desquelles il conclut que les individus acquièrent surtout de l'information dans des domaines où ils sont déjà informés⁵. Ensuite, le « biais d'accessibilité », qui se présente comme un raccourci pour retrouver l'information pertinente dans la mémoire, et que, pour ce faire, l'individu tend à accorder un plus grand « poids » à des considérations qui sont « momentanément saillantes », et dont la source réside bien souvent dans les médias. Il serait facile d'illustrer les diverses opérations de raccourci cognitif que les individus accomplissent, et dont le dénominateur commun est de recourir au stock de connaissances déposé dans la mémoire individuelle afin d'éviter de comprendre encore une nouvelle situation. On peut donc saisir l'importance du traitement schématique et interprétatif des situations présentes en fonction des similarités plus ou moins précises avec les situations passées, les « raccourcis » et les « heuristiques » se présentant à cet égard presque sous la forme de petites stratégies, que seule leur origine « inconsciente » empêche de traiter comme telles⁶.

1. J.A. Krosnick, L.A. Brannon, «The Impact of the Gulf War on the Ingredients of Presidential Evaluations: Multidimensional Effects on Political Involvement», *American Political Science Review*, 87 (4), décembre 1993, p. 963-975.

2. Il faut entendre par « heuristiques » l'usage de « raccourcis mentaux » destinés à résoudre des problèmes en réduisant une information complexe et ambiguë à des opérations de jugement plus simples: ainsi, par exemple de l'« heuristique disponible », qui permet de répondre à des questions sur l'importance numérique d'un groupe donné, ou de la fréquence d'occurrence d'un événement, à partir de la rapidité et de la facilité avec lesquelles on peut « extraire » des *exemples* de notre mémoire (D.O. Sears, A. Peplau, J.L. Freedman, S.E. Taylor, *Social Psychology*, *op. cit.*, p. 107).

3. Pour une analyse théorique des différents stades des « processus cognitifs », cf. V.C. Ottati, R S. Wyer, Jr., «The Cognitive Mediators of Political Choice: Toward a Comprehensive Model of Political Information Processing», dans J.H. Kuklinski, J.A. Ferejohn (eds), *Information and Democratic Processes*, *op. cit.*, p. 186-213.

4. S. Iyengar, «Shortcuts to Political Knowledge: the Role of Selective Attention and Accessibility», dans J.H. Kuklinski, J.A. Ferejohn (eds), *ibid.*, p. 160-185.

5. En ce sens, tout permet de penser que l'attention sélective se trouve au principe d'un « biais de consistance » (*consistency bias*), tout à fait semblable à celui dont feraient preuve des « partisans schématiques », au sens où leur souvenir d'informations politiques au terme d'une étude expérimentale semble dépendre non pas de la qualité de leur mémoire, mais plutôt de la consistance de l'information avec l'identification partisane d'un *congressman* fictif: cf. M. Lodge, R. Hamill, «A Partisan Schema for Political Information Processing», *American Political Science Review*, 80 (2), juin 1986, p. 505-519.

6. Encore que les auteurs de *Social Psychology* n'hésitent nullement à parler de « stratégies heuristiques », *op. cit.*, p. 108, ce qui à l'évidence constitue un usage relâché de l'expression, puisque la notion de stratégie suppose en amont la rationalité, fût-elle limitée, de l'individu, et non seulement les « motivations » individuelles.

C'est dire en même temps qu'avec la recherche en cognition sociale, on se trouve aux antipodes des approches rationnelles du comportement électoral qui voient dans le vote sur les enjeux (*issue vote*) la preuve de la rationalité des électeurs. Ainsi, dans une étude sur les relations entre croyances, interprétations et évaluations relatives à un certain type d'enjeu (la concurrence entre des interprétations sur les conséquences de la mise en œuvre d'une proposition de politique publique), Richard R. Lau, Richard A. Smith et Susan T. Fiske mettent explicitement en doute la validité des approches rationnelles du vote sur les enjeux¹. Pour ce faire, les auteurs recourent à deux expériences, au terme desquelles ils montrent qu'une interprétation aura de l'influence sur les évaluations des votants non pas parce qu'elle satisfait leurs intérêts rationnels, mais plutôt parce qu'elle s'ajuste aux «conditions d'entrée» des schèmes individuels, c'est-à-dire quand l'interprétation en question est «prototypique» de ces structures cognitives schématiques². Ainsi, l'influence d'une interprétation dépend certes de la manipulation exercée par les acteurs politiques sur les enjeux, et à laquelle ils parviennent «en manipulant les interprétations auxquelles sont exposés les votants», mais aussi des types d'«environnements», les conditions de réussite d'une interprétation n'étant pas du tout les mêmes là où, au fond, il n'y en a qu'une de disponible (ce qui est le cas des cercles amicaux ou familiaux très refermés sur eux-mêmes)³.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, il ne suit pas de ce qui précède une réflexion conjuguant ce qui pourrait être une sociologie de la culture, avec les gains d'intelligibilité procurés par la prise en compte des schèmes et de leurs conditions de fonctionnement. C'est là sans doute une limite sérieuse de cette approche cognitive, par où se trahit le privilège par trop psychologiste qui est accordé à l'individu. Or à cet égard on ne peut manquer de reconnaître une certaine surprise, puisque cette approche parvient par ailleurs à rendre compte de phénomènes d'apprentissage politique qui, selon les cas, peuvent se révéler très importants⁴. Mais d'une manière plus profonde, on peut se demander si la recherche en cognition sociale ne fait pas en réalité disparaître toute trace de socialisation politique puisque, selon les auteurs qui s'inscrivent dans ce courant, les individus affrontent

1. R.R. Lau, R.A. Smith, S.T. Fiske, «Political Beliefs, Policy Interpretations, and Political Persuasion», *Journal of Politics*, 53 (3), août 1991, p. 644-675.

2. A titre d'exemple, signalons que dans la première expérience (à laquelle prirent part 72 votants de Pittsburgh), les sujets faisaient face à quatre types d'enjeux locaux, dont les interprétations qui nourrissaient le débat public se réduisaient à la dichotomie entre efficacité du secteur privé et projection gouvernementale. Les enjeux en question étaient les suivants: l'«insolvabilité fiscale chronique du système de transport local public»; le surpeuplement des prisons; la surveillance de la distribution et de la vente de l'alcool dans l'État de Pennsylvanie; et un enjeu relatif à la pollution provoquée par des mines. Si l'on se centre, pour les besoins de l'explication, sur l'enjeu relatif au système de transport local public, on dira en simplifiant que l'interprétation qui voit dans le secteur public la solution au problème aura de l'influence sur les évaluations des votants dont les schèmes sont prototypiques de cette interprétation.

3. R.R. Lau, R.A. Smith, S.T. Fiske, art. cité, p. 670.

4. Comme le prouve, par exemple, l'étude précitée sur la campagne électorale de 1976, période au cours de laquelle de très nombreux électeurs ont fait un apprentissage considérable sur les positions sur les enjeux d'un candidat longtemps inconnu (Jimmy Carter): P.J. Conover, S. Feldman, «Candidate Perception in an Ambiguous World...», art. cité.

les ambiguïtés de l'«environnement» politique non pas avec des ressources cognitives spécifiquement politiques, mais plus simplement au moyen de raccourcis et d'heuristiques qui sont employés dans la vie quotidienne. Ce n'est sans doute pas le fruit d'un hasard linguistique si, en cognition sociale, il n'est pratiquement jamais fait allusion à l'expression «socialisation politique», ainsi qu'à la littérature afférente à ce domaine de la recherche. En tout état de cause, il convient de le noter, ce refus de prendre en compte la socialisation politique comme un domaine à part est fondamentalement implicite, et il ne devient patent que lorsqu'on cherche à déconstruire les présupposés de cette approche et, *a fortiori*, les modèles d'analyse plus spécifiques qui en découlent¹. Ce faisant, cette approche s'expose aux critiques qui défendent une place à part et spécifique de la socialisation politique, et qui prennent au sérieux les particularités des outils politiques dont disposent les individus, l'argument étant au fond que la politique est une sphère différenciée, qui dispose d'une logique spécifique et dont la compréhension dépend de ce que les individus disposent de ressources cognitives également différenciées².

En même temps, c'est sans doute ce refus de prendre en compte la spécificité des phénomènes d'apprentissage et de socialisation politique qui permet à cette approche d'entreprendre des recherches sur la place qu'occupent les affects par rapport à la cognition dans l'évaluation de certains enjeux ou situations. S'il est vrai que les approches traditionnelles et dominantes³ de la socialisation politique parviennent à montrer que certaines émotions sont susceptibles de stimuler les processus d'apprentissage politique⁴, il reste encore à comprendre la portée et l'efficacité *spécifiques* des affects, eu égard à la place de choix qu'occupe dans ce même domaine la cognition. C'est dans cette voie que s'engagent P.J. Conover et S. Feldman, dans un article sur les réactions émotionnelles face à l'économie et sur leur influence sur les évaluations individuelles des performances économiques du président Reagan et de son administration⁵. Pour ce faire, les auteurs font

1. Ainsi, par exemple, d'un «modèle d'évaluation des candidats» récemment publié, et qui se fonde sur des hypothèses qui vont précisément dans le sens qui nous occupe: les images des candidats présidentiels peuvent se former à partir d'«un processus similaire à celui qui est employé pour former des impressions sur les gens», ou encore au moyen d'images que les votants forment sur les candidats à partir des positions perçues de ces derniers sur des «enjeux clés, appartenance partisane et idéologie», et dont on a vu qu'il s'agit d'indices qui sont traités de la même manière que n'importe quel type d'information (W.M. Rahn, J.H. Aldrich, E. Borgida, J.L. Sullivan, «A Social-Cognitive Model of Candidate Appraisal», dans J.H. Kuklinski, J.A. Ferejohn (eds), *Information and Democratic Processes*, *op. cit.*, p. 141-142).

2. Sur ce sujet, on se reportera aux critiques qu'A. Percheron adresse à P. Bourdieu, ce dernier niant également toute spécificité à la socialisation politique (A. Percheron, «La socialisation politique: défense et illustration», *cit.*, p. 171-178).

3. Voir *supra*.

4. En montrant par exemple, à partir des données d'un sondage de 1990 portant sur l'enjeu linguistique au Québec, que l'«anxiété» stimule indirectement l'apprentissage de cet enjeu, car elle contribue largement à déterminer son «niveau d'importance» aux yeux des jeunes québécois (R. Nadeau, R.G. Niemi, T. Amato, «Emotions, Issue Importance, and Political Learning», *American Journal of Political Science*, 39 (3), août 1995, p. 558-574).

5. P.J. Conover, S. Feldman, «Emotional Reactions to the Economy: I'm Mad as Hell and I'm Not Going to Take It Anymore», *American Journal of Political Science*, 30 (1), février 1986, p. 50-78.

l'hypothèse qu'affect et cognition constituent « deux systèmes indépendants d'évaluation », et ils tentent de la vérifier à partir des données d'un panel téléphonique en trois vagues. Or ce qui fait l'intérêt de cette étude c'est que P.J. Conover et S. Feldman montrent, de façon convaincante, que les évaluations des individus varieront selon le type d'affect qui se trouve à leur origine. Ainsi, les individus seront censés ressentir de la « colère » face à des conditions économiques défavorables¹ lorsqu'ils perçoivent qu'elles sont occasionnées de l'extérieur et, qui plus est, susceptibles d'être maîtrisées par d'autres individus, tandis qu'ils éprouveront de l'« inquiétude » lorsqu'ils percevront que ces mêmes conditions sont occasionnées de l'extérieur mais ne sont pas maîtrisables. L'explication de l'orientation différentielle de ces deux affects (colère et inquiétude) réside dans la logique des « attributions causales », celles-ci parvenant, seulement dans certains cas, à s'incarner dans des personnes, voire dans des institutions. Les auteurs estiment qu'on a là une illustration de l'impact indépendant des affects sur les évaluations que les individus font des performances économiques du chef de l'État et de son administration, et dont les effets peuvent se révéler différents selon le type d'affect qui se trouve à leur origine.

Avec les approches en cognition sociale, il est certain que le champ de la recherche sur la socialisation politique peut tirer profit d'une réflexion conceptuelle et théorique dont la richesse contraste fortement avec des problématiques et des notions qui, en science politique, sont devenues largement routinisées. A cet égard, il faut souligner l'intérêt que présente la « théorie du schème » pour des sociologies de la pratique qui, de même que la recherche en cognition sociale, se trouvent aux antipodes des approches rationnelles du comportement individuel, au sens où elles envisagent l'action des individus comme le produit de systèmes de dispositions dont on a ignoré jusqu'ici la complexité cognitive et, sans doute, émotionnelle ou affective. En même temps, on ne peut manquer de signaler qu'une sociologie désormais mieux armée conceptuellement, peut contribuer à éclairer les conditions sociales d'acquisition de schèmes, dont on sait qu'ils peuvent être extrêmement divers (y compris chez un même individu), ainsi que leurs conditions sociales de fonctionnement, perspectives bien différentes de leur origine « perceptive » ou du « traitement schématique » de l'« information environnante », par trop axés sur les méandres et les détours de la psychologie du sujet.

A partir d'une orientation assez congruente avec ce qui précède, mais bien plus ambitieuse, P.J. Conover et D.D. Searing plaident actuellement en faveur d'un retour au concept de « citoyenneté »². Pour ce faire, ils proposent un agenda de recherche qui situe « fermement » la socialisation politi-

1. Conditions qui sont rapportées dans cet article à l'individu interrogé ainsi qu'au pays dans son ensemble, les deux alternatives étant simultanément analysées. Les résultats obtenus à cet égard par les auteurs montrent que les conditions économiques personnelles ont peu d'effets sur les évaluations politiques, tandis que les perceptions de l'état de l'économie nationale ont un effet considérable sur l'évaluation des performances économiques du président Reagan et de son administration.

2. P.J. Conover, D.D. Searing, « Democracy, Citizenship and the Study of Political Socialization », dans I. Budge, D. McKay (eds), *Developing Democracy*, Londres, Sage, 1994, p. 24-55.

que sur le champ de la « philosophie politique ». P.J. Conover et D.D. Searing se proposent en effet de fournir les « fondements empiriques » de deux conceptions « différentes et complémentaires » sur la « nature de la citoyenneté » : le « communautarisme » et le « contractualisme », l'intérêt de ces courants étant qu'ils s'intéressent davantage à la formation des citoyens qu'à la compréhension plus étroite de leur comportement électoral. L'originalité de cet agenda de recherche réside moins dans la « récupération » de problématiques et de concepts philosophiques à des fins empiriques¹, que de son ambition. En effet, quitter le terrain de l'analyse du comportement électoral en tant qu'expression privilégiée des phénomènes de socialisation politique revient à s'intéresser à des dimensions de la citoyenneté qui ont été longtemps abandonnées, mais dont l'une d'entre elles occupe une place tout à fait centrale : la formation et la définition du « sens de la citoyenneté », qui est le résultat de l'« interaction entre ses composantes communautaires et contractuelles » qui commence dès l'enfance². Ainsi, au terme d'une discussion de ces diverses « composantes », les auteurs esquissent une « théorie de la citoyenneté », qui accueille les perspectives sociologiques et cognitives (au sens de la psychologie sociale américaine), ainsi que les approches behavioristes encore dominantes dans le champ de la recherche sur la socialisation politique. C'est en ce sens qu'on peut parler d'un agenda de recherche extrêmement ambitieux, puisqu'il se propose de prendre en compte à la fois des « facteurs politiques » (en se demandant jusqu'à quel point les « types de régime », les « règles du jeu », les « leaders » et la « législation » ont un « impact significatif sur la citoyenneté »); les « cadres de socialisation » dans lesquels les individus « apprennent ce que signifie être un citoyen » en tenant compte des « dynamiques de niveau individuel »; des « variables sociales » telles que les caractéristiques spatiales et hiérarchiques des communautés, ainsi que les « traditions et valeurs culturelles » qui y ont lieu et les « institutions sociales » qui sont créatrices des cadres de socialisation (églises, écoles, familles...); et finalement le « niveau individuel d'analyse », qui porte à interroger les « dynamiques psychologiques sous-jacentes à la socialisation de la citoyenneté » au moyen des approches cognitives, en mettant en rapport la formation de l'« identité civique » avec le développement d'un « schème de soi » (*self-schema*) qui, lorsque celui-ci acquiert une dimension affective, permet à l'individu de se doter d'une conscience civique ».

Inutile d'insister sur l'ambition de cet agenda de recherche. En faisant une sorte de synthèse des approches des phénomènes de socialisation politique, l'esquisse d'une théorie de la citoyenneté qui est proposée par P.J. Conover et D.D. Searing préfigure un champ de recherche à la fois dynamique et plein de promesses, étranger aux querelles entre disciplines. C'est dire en même temps le regain d'intérêt de la socialisation politique,

1. Pour une tentative d'analyse comparable, mais beaucoup moins ambitieuse et réussie, cf. J.T. Pedersen, « On the Educational Function of Political Participation: a Comparative Analysis of John Stuart Mill's Theory and Contemporary Survey Research Findings », *Political Studies*, 30 (4), 1982, p. 557-568.

2. P.J. Conover, D.D. Searing, « Democracy, Citizenship and the Study of Political Socialization », cité, p. 37.

un domaine de recherche qui pourrait bien se trouver à l'origine de nouveaux enjeux et, peut-être, de débats inédits.

Alfredo Joignant est professeur à l'Institut de science politique de l'Université du Chili. Il a publié en français, «La production d'un candidat», *Revue française de science politique*, 40 (3), juin 1990, p. 366. Il poursuit des recherches sur la socialisation politique et la construction de la citoyenneté, ainsi que sur les processus de crise politique (Avenida Pedro de Valdivia 1755, Departamento 24, Providencia, Santiago, Chili. E-mail: ajoignant@abello.dic.uchile.cl).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

LA SOCIALISATION POLITIQUE. STRATÉGIES D'ANALYSE, ENJEUX THÉORIQUES ET NOUVEAUX AGENDAS DE RECHERCHE

Les approches quantitatives des phénomènes de socialisation politique nourrissent pendant longtemps la recherche en ce domaine, sans donner lieu toutefois à une réflexion sur leur pertinence sociologique. Dans ce travail sont analysées d'une part les approches behavioristes dominantes aux États-Unis de processus de transmission de valeurs et de croyances politiques entre parents et enfants, et d'autre part les stratégies de recherche qui traitent des effets du « contexte », de l'immersion de l'individu dans des « réseaux » sociaux ou de conjonctures historiques particulières sur le changement d'attitudes. Au terme d'une analyse qui privilégie l'aspect sociologique de ces recherches, l'auteur aborde les critiques opposées par un certain nombre de chercheurs à ces approches encore dominantes, ainsi que les agendas de recherche proposés par eux sous l'influence de certains courants de la psychologie sociale américaine.

POLITICAL SOCIALIZATION. ANALYTICAL STRATEGIES, THEORETICAL STAKES AND NEW RESEARCH AGENDAS

The quantitative approaches to the phenomena of political socialization have nourished research in this area for a long time, without however leading to a reflection on their sociological relevance. This work analyzes on one hand the prevalent US behaviorist approaches to the processes of transmission of values and political beliefs from parents to children and on the other hand the research strategies which deal with the effect of the « context », of the immersion of the individual in social « networks » or of particular historical conjunctures on attitude changes. To conclude an analysis which emphasizes the sociological aspect of this research, the article surveys the criticisms to these still dominant approaches levelled by certain authors as well as the research agendas proposed by them, inspired by various currents in American social psychology.